

La France accepte une transition par consentement mutuel en Syrie

RÉSEAU VOLTAIRE | 2 JUIN 2015

ESPAÑOL



La réunion des 22 États membres de la Coalition internationale anti-Daesh (+ les Nations unies et l'Union européenne), tenue le 2 juin 2015 à Paris, a été l'occasion d'un coup de théâtre.

Pour signer l'accord qu'ils ont négocié avec l'Iran, les États-Unis devaient s'engager à libérer l'axe de communication entre Damas et l'Iran, donc de prendre de véritables mesures contre Daesh qui occupe Palmyre [1].

La déclaration finale indique en effet que les participants « ont rappelé leur souhait de préserver l'unité et la souveraineté de la Syrie et ont appelé au prompt lancement d'un véritable processus politique inclusif, sous les auspices des Nations Unies, en vue de mettre en œuvre les principes du communiqué de Genève – y compris la mise en place, **par consentement mutuel**, d'un organe de gouvernement transitoire doté de la plénitude du pouvoir exécutif. Ils ont affirmé que seule une transition politique permettra d'établir les conditions nécessaires pour renverser la vague d'extrémisme et de radicalisme engendrée par **les abus du régime** et de lutter efficacement contre toutes les organisations terroristes en Syrie, y compris Daech. » [2]

En d'autres termes, la Coalition pourra se coordonner avec l'Armée arabe syrienne et la France accepte, enfin, le communiqué de Genève du 30 juin

2012 [3]. En effet, la France avait soudainement posé comme préalable à toute négociation le départ du président el-Assad qu'elle qualifiait de « dictateur sanguinaire », provoquant ainsi la démission du représentant spécial du secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan. Depuis trois ans, la France ne cessait de relancer la guerre en supervisant le transfert de jihadistes en Syrie.

[1] « [La chute de Palmyre renverse l'équilibre géopolitique au Levant](#) », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 25 mai 2015.

[2] « [Déclaration des co-présidents de la Coalition internationale contre Daech](#) », par Haïder al-Abadi, John F. Kerry, Laurent Fabius, *Réseau Voltaire*, 2 juin 2015.

[3] « [Communiqué final du Groupe d'action pour la Syrie](#) », Réseau Voltaire, 30 juin 2012.

Source : « La France accepte une transition par consentement mutuel en Syrie », *Réseau Voltaire*, 2 juin 2015, www.voltairenet.org/article187782.html